

### **A. Extrait de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques et son règlement d'application.**

L'exploitation de distributeurs et d'appareils automatiques de marchandises et de prestations de services, mis à disposition du public contre finance, dans un lieu accessible au public est soumise à l'obtention préalable d'une autorisation délivrée par la commune du lieu de situation (art.71 LEAE).

#### **Durée de l'autorisation**

L'autorisation d'exploitation de l'appareil délivrée par la commune est valable cinq ans et est renouvelable.

#### **Extrait de la législation**

##### **Art. 17 LEAE – Registre des autorisations**

Les autorisations délivrées par le préfet et la commune doivent être transmises au département, qui tient à jour un registre public des autorisations.

##### **Art. 66h LEAE – Vente de tabac**

Est interdite la vente de tabac par le biais d'appareils automatiques aux endroits accessibles au public, à l'exception des appareils placés à l'intérieur des établissements surveillés par leur exploitant.

##### **Art. 62 RLEAE – Déplacement de l'appareil**

Le déplacement d'un appareil dans la même commune ou dans une autre commune doit être signalé à la commune intéressée qui délivre une nouvelle autorisation.

##### **Art. 63 RLAE – Remplacement de l'appareil**

Un appareil peut être remplacé sans nouvelle autorisation par un appareil identique si la commune du lieu d'emplacement de l'appareil est avertie.

##### **Art. 64 RLEAE – Exceptions à l'autorisation**

Ne sont pas soumis à autorisation les appareils mis à disposition par les établissements bancaires au sens de la loi fédérale du 6 novembre 1935 sur les banques et les caisses d'épargnes, notamment les bancomats.

##### **Art. 5 LADB – Vente de boissons alcooliques**

Le service et la vente de boissons alcooliques ne sont pas autorisés par distributeurs automatiques et dans les stations-service.

---

La demande est à adresser à la commune du lieu d'exploitation ([www.ucv.ch](http://www.ucv.ch)) au moins 30 jours avant le début de l'activité ou avant l'expiration de l'autorisation en cours. En outre, toute modification de situation doit être annoncée dans les 7 jours.

**Si la demande n'est pas remplie correctement ou si elle n'est pas complète, la commune peut la retourner au requérant afin qu'il la corrige ou la complète. Dans ce cas, le requérant n'a aucune garantie que l'autorisation lui sera délivrée à la date souhaitée. Il en va de même si le requérant ne dépose pas sa demande dans les délais ou s'il ne l'adresse pas à l'autorité compétente.**

**B. DEMANDE FORMELLE POUR L'EXPLOITATION  
D'UN APPAREIL AUTOMATIQUE A PREPAIEMENT**

RAISON SOCIALE			
POUR L'ENTREPRISE, PERSONNE (S) DE REFERENCE			
NOM			
PRENOM			
RUE			NO
LOCALITE			CP
TELEPHONE			
ADRESSE E-MAIL			
ADRESSE INTERNET			
TYPE DE MARCHANDISES			
LIEU DE SITUATION DE L'APPAREIL			
ADRESSE COMPLETE			
A L'INTERIEUR D'UN ETABLISSEMENT SOUMIS A SURVEILLANCE			OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC			OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
LIEU		DATE	
SIGNATURE DU OU DES REPRESENTANTS LEGAUX			
SIGNATURE ET TIMBRE DE L'ENTREPRISE			

Le formulaire de demande d'autorisation est à adresser à :

**Police administrative, Rte de Lausanne 16, 1052 Le Mont-sur-Lausanne**

Il est disponible à l'adresse Internet suivante : [www.vd.ch/police-commerce](http://www.vd.ch/police-commerce), auprès des préfectures et des communes.

Un émolument est perçu par la commune du lieu d'installation en application de l'article 65 du Règlement.

Copie est faite de la décision communale à la Police Cantonale du Commerce qui tient un registre public des autorisations en application de l'article 17 de la Loi.

<p>LA COMMUNE SE RESERVE LE DROIT DE FAIRE DES CONTROLES PAR SONDAGE AUPRES DES TITULAIRES DE L'AUTORISATION. CES DERNIERS SONT TENUS DE METTRE A DISPOSITION DE L'AUTORITE TOUTES LES INFORMATIONS ET DOCUMENTS NECESSAIRES A CETTE OPERATION. EN CAS DE SURVEILLANCE, LES COMMUNES PERÇOIVENT UN EMOLUMENT CONFORMEMENT A L'ARTICLE 16 DU REGLEMENT SUR L'EXERCICE DES ACTIVITES ECONOMIQUES.</p>
---